

La voix de l'Opposition de gauche

PSA. Direction, gouvernement et syndicat jaune même combat.
A bas les privilèges des patrons et des actionnaires !

16 juillet 2012

A la virgule près, le gouvernement Hollande-Ayrault-Montebourg-Moscovici tient le même discours que la direction de PSA.

«Le plan soumis au Comité central d'entreprise n'est pas acceptable en l'état, il faut en améliorer considérablement la qualité», a déclaré Pierre Moscovici au cours du Grand Rendez-Vous Europe1/iTélé/Le Parisien, reprenant les termes exacts du président François Hollande la veille.

(En entendant cela, à la place des actionnaires, je me dirais : il faut foncer, on a le feu vert du gouvernement qui est de notre côté, on va en remettre une couche en annonçant quelques milliers de suppressions de postes supplémentaires. Ils ne le feront pas, mais d'autres chefs d'entreprises ou dirigeants de conseils d'administration vont saisir l'opportunité, cela pourrait être plus juteux encore que sous Sarkozy, en réalité, ils y sont encouragés par le gouvernement qui en plus va financer une partie de leurs plans sociaux à leur place, du pain béni pour eux, c'est le moment ou jamais d'en profiter. - Ndlr)

«Il faut faire en sorte d'avoir des mesures structurelles pour garantir la pérennité de la filière», a ajouté M. Moscovici, «il y a la nécessité de conforter cette filière qui fera en sorte de soutenir les constructeurs mais aussi les équipementiers et la sous-traitance».

(C'est exactement le même discours que les patrons du secteur automobile qui n'ont pas une tendance suicidaire à notre connaissance. Que font les patrons de ce secteur d'activité sinon mettre en place des "des mesures structurelles pour garantir la pérennité" de leurs entreprises, ce qui signifie effectivement que le gouvernement va "soutenir les constructeurs mais aussi les équipementiers et la sous-traitance" qui suppriment des milliers d'emplois et licencient en masse.

Le gouvernement a choisi son camp. Cela vous étonne, non, je vous pose la question car il y a des dirigeants dans nos rangs qui ont osé la poser, ceux du POI (notamment) pour ne pas les citer. Comme c'était déjà inscrit depuis le 6 mai (ou avant même), cela revient à avoir colporté des illusions dans un gouvernement qui se situe au côté du patronat. Question : en agissant de la sorte, ces dirigeants se situent dans quel camp ? - Ndlr)

«Il a des plans sociaux qui ont été différés, c'est l'évidence. Nous avons un héritage très dur, un déficit de confiance des acteurs et aussi un déficit de compétitivité, et nous sommes en train de solder cet héritage», a-t-il souligné.

(Encore le même discours que le président du directoire de PSA sur le "déficit de compétitivité". Il s'agit bien un gouvernement du capital contre le travail. - Ndlr)

«François Hollande a la volonté politique de faire en sorte que le nombre d'emplois supprimés soit réduit et qu'il n'y ait pas de licenciement», a-t-il rappelé.

(Les même propos que Varin (président du directoire de PSA) à la virgule près. Pour endormir les esprits faibles, les naïfs, les crétiens, les ignares. - Ndlr)

Quant au site d'Aulnay (Seine-Saint-Denis), dont PSA a annoncé la fermeture, M. Moscovici a une fois de plus répété les propos de François Hollande: «il sera réindustrialisé» sans se prononcer sur le maintien ou non du centre de production Peugeot. Il a également fait une allusion à la famille Peugeot: «*Ce sont des gens discrets mais on les connaît, je préfère qu'il y ait un actionnariat français et familial*», a-t-il indiqué. (liberation.fr 15.07)

(Comme ils les "aiment" les riches ! La famille Peugeot est domiciliée en Suisse où elle planque une grande partie de sa fortune, et bien nous nous préférerions tout lui prendre ! D'ailleurs absolument rien ne lui appartient, ce sont des générations d'ouvriers et cadres qui ont fait cette entreprise, pas les parasites qui trônent à sa direction et qu'il faut mettre dehors. - Ndlr)

Les jaunes passent à l'action.

Ce que vous allez lire ci-dessous, c'est la position sur laquelle sont tous les syndicats à l'exception de SUD à Aulnay, jusqu'à preuve du contraire, la capitulation en rase campagne, la trahison. Les uns et les autres vont s'efforcer de faire croire qu'elle correspond à l'état d'esprit des travailleurs de PSA, ce qui est faux, car, quand tu sais que tu n'as plus rien à perdre, tu te lances tête baissée dans la bataille pour sauver ta peau, l'enjeu est si grand qu'il n'y a plus de place pour des hésitations ou pour la réflexion.

Si les choses ne se passent pas de la sorte, c'est parce qu'en amont ils sont trahis et ils n'ont pas la force de partir seuls ou presque au combat, sans direction c'est hasardeux, mais il arrive aussi qu'ils passent outre et foncent. Pour cela il faudrait que les représentants d'un syndicat minoritaire manifestent une telle détermination à aller jusqu'au bout de ce combat pour que les ouvriers le hissent à la tête de leur mouvement. Est-ce que les représentants de SUD possèdent les qualités requises pour prendre la direction de ce combat ? Je n'en sais rien, nous le verrons bien dans les jours ou semaines à venir.

- La déléguée du SIA, syndicat majoritaire à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), Tania Sussest, a souhaité dimanche "*de vrais engagements*" de la part du chef de l'État pour soutenir les salariés de l'usine dont PSA a programmé la fermeture en 2014. "*On va demander très vite à M. Hollande de nous recevoir. On attend qu'il prenne de vrais engagements, fasse de vraies propositions pour assurer l'avenir des salariés d'Aulnay*", a déclaré à l'AFP Mme Sussest.

La déléguée a "*l'impression que les politiques sont un peu complices*". "*Je ne me fais aucune illusion, PSA est un grand groupe privé. Déjà, ils n'ont rien pu faire chez Renault et l'ont laissé délocaliser la production en Afrique du Nord*", a-t-elle ajouté. Du plan pour l'automobile du gouvernement, elle attend "*de vraies aides tournées vers les salariés*", souhaitant que l'État ne remplisse pas "*les caisses de PSA*" à cette occasion. Au lieu de donner de l'argent aux constructeurs, "*il faudrait inciter les repreneurs à reprendre prioritairement les anciens PSA d'Aulnay*", suggère-t-elle.

Pour la syndicaliste, ce qui compte désormais, c'est de négocier de bonnes conditions de reclassement et d'accompagnement. "*On sait pertinemment qu'il existe une latitude de négociation, les mesures proposées en l'état sont dérisoires*", souligne-t-elle. Les salariés d'Aulnay et de Rennes "*se mobiliseront le 25 juillet*", lors du prochain comité central d'entreprise devant examiner le plan. Le SIA réclamera "*une indemnité de 50 000 euros minimum*", au lieu "*des 1 000 euros par année proposés actuellement*".

Sur les 8 000 postes à supprimer, PSA espère trouver 6 500 volontaires au départ. Le groupe prévoit de reclasser 1 500 salariés d'Aulnay à Poissy (Yvelines). "*Il n'y aura pas plus de 1 000 personnes*

reclassées, il ne faut pas rêver", pronostique Mme Sussest, selon laquelle, en outre, "ceux qui travaillent à Amiens, Reims et Soissons ne pourront pas suivre à Poissy. Les distances sont trop longues et un déménagement n'est pour beaucoup pas envisageable". (lepoint.fr 15.07)

La question qui est posée, c'est la remise en cause ou non de la propriété privée des moyens de production qu'incarne les actionnaires de PSA et le gouvernement qui en est le garant conformément à la Constitution de la Ve République. C'est au nom de ce privilège exorbitant et défendu par l'Etat (sa justice, sa police, son armée) que les actionnaires jettent à la rue des milliers de travailleurs et ruinent leur vie. Il faut déclarer illégitime leur pouvoir et appeler à en finir avec leurs privilèges.

Donc la question qui est posée est celle de l'expropriation des actionnaires et la constitution d'un gouvernement ouvrier qui garantisse la propriété collective des moyens de production, à laquelle correspond la répartition du travail et des richesses produites entre tous les travailleurs de ce pays, la fin du chômage, de la précarité et de la pauvreté.